

**Séance du Conseil général du 15 décembre 2003  
à 20.00 heures à la salle polyvalente de la Fondation Gentit**

---

Président : M. Francis Sauser, Président du Conseil général

Secrétaire : M. Claude Gagnebin, Secrétaire communal

Prise du procès-verbal : Mme Marlyse Jobin, employée communale

<b>1. Appel</b>
-----------------

Conformément à l'art.18 du règlement du Conseil général, le président souhaite la bienvenue aux Conseillers et procède à l'appel nominal des conseillers généraux. 19 membres du Conseil général sont présents à la séance de ce soir qui est donc déclarée ouverte et valable.

Madame Luciana Werder et Monsieur Raphaël Willemin sont excusés.

La présente séance a été convoquée :

- Par publication dans le Journal Officiel de la République et Canton du Jura no 42 du 3 décembre 2003.
- Par convocation à domicile.
- Par affichage public.

Sur proposition du président, l'ordre du jour suivant est accepté :

1. Appel
2. Procès-verbaux des séances du Conseil général des 20 et 27 octobre 2003
3. Communications
4. Questions orales
5. Fixation de la quotité d'impôts et autres taxes  
Approbation du budget de fonctionnement 2004  
Donner connaissance du budget des investissements 2004.
6. Traitement de la motion « Modalités de convocation du Conseil général »
7. Nomination des membres de la commission du cimetière
8. Nomination de 2 membres à la commission de l'école primaire, en remplacement de Mmes Daniela Sauser (PLR) et Florence Schill Chappatte (LL), démissionnaires
9. a) Election du président du Conseil général  
b) Election du premier vice-président du Conseil général  
c) Election du second vice-président du Conseil général  
d) Election de deux scrutateurs

<b>2. Procès-verbaux des séances du Conseil général des 20 et 27 octobre 2003</b>
---

Les procès-verbaux des séances des 20 et 27 octobre 2003 ne donnent lieu à aucun commentaire.

Ils sont déclarés acceptés par le Président, sans votation.

### 3. Communications

#### a) Communications du bureau du Conseil général.

Lors de sa dernière séance, le bureau du Conseil général a décidé de fixer quatre dates pour des séances du Conseil général en 2004. Ceci permettra au Conseil communal de préparer ses rapports pour ces dates. De plus, les membres du Conseil général peuvent donc dorénavant déjà réserver ces soirées, afin d'être présents lors des séances. Les dates retenues sont les suivantes : 05.04.2004, 28.06.2004, 18.10.2004 et 13.12.2004. Il sera toutefois possible de rajouter des séances, si besoin était.

#### b) Communications du Conseil communal.

Monsieur le Maire, Gabriel Bilat, signale qu'une parcelle de terrain a été vendue à Madame Corinne Baume, Les Breuleux.

Le contrat d'achat du terrain de Monsieur Emile Willemin a été signé.

Le Conseil communal a préavisé favorablement un nouveau financement du Manège des Franches-Montagnes, pour autant que les conditions suivantes soient respectées : 1) la gestion du manège doit être améliorée (Conseil d'administration responsable avec un président, conditions d'accueil améliorées) 2) un budget des investissements à réaliser pour remédier aux défauts et réparations nécessaires doit être établi.

Une contribution annuelle de Fr. 100.00 a été allouée au Volley-ball Club des Franches-Montagnes.

Une subvention annuelle de Fr. 500.00 a été accordée à la nouvelle association culturelle des Franches-Montagnes.

Le Canton nous a remis l'état des sites pollués de notre Commune. Sur 83 sites recensés, 43 ne seront pas retenus, 25 doivent être analysés et un site, celui du Boéchet, nécessitera des investigations complémentaires.

En ce qui concerne la dernière votation communale relative à la réserve forestière de Fromont, Monsieur Gabriel Bilat, au nom du Conseil communal, exprime sa désapprobation relative, d'une part au vol du panneau explicatif des promoteurs et d'autre part, aux articles parus dans certains journaux, où l'on a pu lire, entre autres, que l'argument que le Conseil communal avançait concernant son préavis défavorable était le bostryche. Il s'agit là d'un argument fallacieux.

### 4. Questions orales

#### 1) Madame Françoise Cuenin

En décembre 2002, une réponse positive avait été donnée à Monsieur Gérard Cattin par le Conseil communal, au sujet du délai de construction des stations d'épuration du Boéchet et du Cerneux-Godat, ceci pour l'obtention des subventions cantonales et fédérales. A ce jour, aucune construction n'a débuté. Les promesses de subventions sont-elles menacées par ces retards ?

Monsieur Daniel Kurz précise que le Conseil communal a demandé le report de ces délais, étant donné que les travaux de construction de la STEP des Bois ne sont pas terminés. Le Canton et la Confédération ont accepté que les travaux de construction de la STEP du Boéchet débutent en 2005 et en 2007 pour celle du Cerneux-Godat.

Madame Françoise Cuenin est satisfaite.

## 2) Monsieur Denis Chappatte

Lors d'une séance du Conseil général de l'été dernier, le Conseil communal nous a communiqué que la cour de l'école allait être fermée à la circulation. A ce jour, cette place est toujours ouverte. Monsieur Chappatte souhaite donc obtenir des informations à ce sujet. Monsieur Jean-Marc Boichat précise que, effectivement, cette cour devrait être fermée, la Commission d'école ayant émis le vœu qu'une barrière automatique soit installée. Une seule entreprise en Suisse fabrique de telles barrières et les devis qu'elle devait nous remettre ne nous sont pas encore parvenus. Le Conseil communal ne souhaite pas installer des barrières fixes, en raison des problèmes que cela pourrait engendrer lors du déneigement. D'après les premières estimations, ces travaux reviendraient à environ Fr. 25'000.00. Toutefois, Monsieur Boichat garantit que des barrières amovibles seront posées.

Monsieur Chappatte n'est pas du tout satisfait.

## 3) Madame Rose-Marie Jobin

Il y a quelques années, le Conseil communal avait décidé de déplacer la foire du mois d'octobre au mois d'août, afin de lui donner un nouvel essor. Madame Jobin estime que ce changement était satisfaisant, car forains et badauds sont plus nombreux par temps estival. Or, cette année, la foire, pour autant que l'on puisse appeler cela une foire, a eu à nouveau lieu en octobre et il en sera de même en 2004. Madame Jobin désire connaître les raisons de cette nouvelle modification.

Monsieur Jean-Marc Boichat précise que la Commission de la foire a fixé la foire en octobre, car cette dernière ne coïncidait pas avec la Désalpe. Ces dates doivent être communiquées une année à l'avance. Effectivement, nos foires ne connaissent pas un grand succès et les membres de la Commission souhaitent que de nouvelles personnes les rejoignent afin de proposer d'autres idées.

Madame Jobin est satisfaite.

## 4) Monsieur Marcel Barthoulot

Ce matin, Monsieur Barthoulot a appris que la gare des Bois allait être fermée le 15.10.2004, suite à des transformations et à l'automatisation de la station. Si cette gare devait être fermée et qu'aucun locataire n'occupe son logement, il y aurait, tôt ou tard, des déprédations, des dégâts, du vandalisme, dans et autour de ce bâtiment. Le plus grave est que le poste de chef de gare sera supprimé et que, bientôt, on demandera à la Commune de tout surveiller. Monsieur Barthoulot aimerait savoir si la Direction des CJ a discuté avec le Conseil communal et quelle est la position de ce dernier. D'autre part, Monsieur Barthoulot demande si l'on ne devrait pas exiger, de la part des CJ, qu'un de leurs employés habite ce bâtiment, afin qu'il puisse le surveiller, avant qu'il ne se fasse squatter.

Monsieur le Maire, Gabriel Bilat, précise que, il y a environ quatre ans, le Conseil communal avait reçu une information relative à la fermeture probable de la gare. Nous avons essayé de trouver des solutions satisfaisantes, telles que l'ouverture d'un petit café ou d'un kiosque, l'organisation d'un service de bus, etc. Toutes ces propositions n'ont pas abouti. Un nouveau directeur a été nommé au CJ et nous pourrions envisager une nouvelle approche avec lui. Monsieur Bilat précise que le chef de gare n'habite plus ce bâtiment depuis plusieurs années et que cet appartement est actuellement loué à une personne qui réside là en permanence. Il est vrai que des déprédations sont faites à ce bâtiment et que si l'appartement devait être vide, cela risquerait d'empirer. Monsieur le Maire propose que le Conseil communal reprenne contact avec le nouveau Conseil d'administration des CJ.

Monsieur Barthoulot est partiellement satisfait.

5) Monsieur Yann Chappatte

La question de Monsieur Chappatte était identique à la question no 2. Monsieur Chappatte donne donc uniquement son appréciation quant à la réponse donnée et signale qu'il n'est pas satisfait.

5. Fixation de la quotité d'impôts et autres taxes

Approbation du budget de fonctionnement 2004

Donner connaissance du budget des investissements 2004

Pour le débat d'entrée en matière relatif à la fixation de la quotité d'impôts et autres taxes 2004, Monsieur le Président, Francis Sauser passe la parole au Conseil communal.

Madame Isabelle Caroli précise que seul le prix de l'eau change, le m<sup>3</sup> passant de Fr. 2.50 à Fr. 2.70.

Monsieur le Président, Francis Sauser ouvre la discussion sur l'entrée en matière. Personne ne souhaitant s'exprimer, la discussion est close et l'entrée en matière approuvée tacitement.

Sur le fond, Madame Isabelle Caroli n'a rien à ajouter.

Monsieur le Président, Francis Sauser, ouvre la discussion sur le fond.

Monsieur Raoul Cattin précise que les agriculteurs ont reçu, pour la première fois, une taxe d'ordures de Fr. 100.00 pour les balles de silo. Monsieur Cattin propose que cette taxe soit calculée au prorata des balles produites, car il estime illogique que les agriculteurs produisant peu de balles doivent payer une taxe de Fr. 100.00.

Madame Caroli précise que cette taxe concerne les déchets en général et non pas uniquement les balles de silo. Elle estime que, si nous devons aller vérifier les déchets chez tous les agriculteurs et chiffrer le nombre de balles produites, cela engendrerait un surcroît de travail considérable pour les employés communaux. Cette taxe a été fixée à Fr. 100.00 pour des questions d'équité.

Monsieur Raoul Cattin estime que nous pourrions arrêter une date à laquelle les agriculteurs indiqueraient le nombre de balles produites.

Monsieur Daniel Kurz souligne que, actuellement, les exploitations agricoles sont considérées, par la Confédération et le Canton, comme des PME, étant donné que tout agriculteur touche des paiements directs et doit tenir une comptabilité. Le règlement communal spécifie bien que tout artisan ou commerce est soumis à une taxe supplémentaire des ordures de minimum Fr. 100.00. C'est la raison pour laquelle, le Conseil communal a décidé de taxer toutes les exploitations agricoles à Fr. 100.00, sans tenir compte du volume des déchets produits.

Monsieur Denis Chappatte souhaite savoir si cette taxe concerne également les autres entreprises, de services par exemple, qui produisent peu de déchets.

Monsieur Daniel Kurz confirme que toutes les petites entreprises sont soumises à une taxe minimale de Fr. 100.00.

Monsieur Paul-Justin Boillat a quelques inquiétudes concernant, non pas le prix de l'eau pour les abonnés desservis par la STEP, mais pour la taxe supplémentaire STEP qui est à Fr. 2.20. Lors de la discussion relative à la révision du règlement concerné, on nous a dit que ces Fr. 2.20 devaient couvrir les frais de fonctionnement, voire permettre de créer un fonds de réserves. Lorsqu'on regarde le budget au point 1400, STEP, on voit que ces taxes ne couvriront que les deux tiers des frais et que l'on prendra le tiers restant dans le fonds. Monsieur Boillat estime que, pour une année, cela peut être acceptable, mais sur la durée, lorsque le fonds sera ainsi utilisé totalement, nous n'aurons plus de réserves pour renouveler les équipements. Monsieur Boillat souhaite donc savoir si cette situation est

transitoire avec des chiffres qui vont notablement changer ces prochaines années ou si l'on doit s'attendre à une augmentation de la taxe STEP à Fr. 5.00, par exemple.

Monsieur Daniel Kurz précise que le budget établi pour le compte STEP est vraiment très relatif, car nous ne possédons, actuellement, aucune donnée. On ignore la quantité de boue qui sera extraite, la consommation d'électricité et certains immeubles ne sont pas encore soumis à cette taxe. Le budget est donc vraiment basé sur des chiffres théoriques et nous avons pris en considération le maximum de dépenses possibles pour une STEP comme la nôtre.

Concernant la taxe des déchets facturée aux agriculteurs, Monsieur Raoul Cattin ne fait pas de proposition, étant donné que ce cas figure dans le règlement communal.

Monsieur le Président, Francis Sauser, clôt la discussion.

Au vote, la fixation de la quotité d'impôts et autres taxes est acceptée à l'unanimité.

Pour le débat d'entrée en matière relatif à l'approbation du budget de fonctionnement 2004, Monsieur le Président, Francis Sauser, passe la parole à Madame Isabelle Caroli.

Madame Caroli estime que le présent budget est optimiste, même s'il présente un excédent de charges, dans le sens où l'on ne tient pas compte de la probable révision fiscale proposée prochainement au Parlement, consistant en une baisse de 5% de l'impôt communal. De plus, malgré que le crédit ne soit pas encore voté, le Conseil communal a tenu compte de l'alimentation en eau des Prés-Derrière.

Monsieur le Président, Francis Sauser, ouvre le débat sur l'entrée en matière. Aucun membre ne souhaitant s'exprimer, la discussion est close.

Sur le fond, Madame Isabelle Caroli n'a rien à ajouter.

Monsieur le Président, Francis Sauser, propose de passer en revue le budget chapitre par chapitre.

Monsieur Yann Chappatte souhaite faire une remarque générale concernant ce budget au nom de la Commission financière. Ses membres s'étaient réunis pour examiner ce budget qui ne devait inclure que quelques modifications, notamment sur des reports de charges de la part du Canton. Manifestement, ce budget a subi des changements plus importants. Néanmoins, la Commission financière ne s'opposera pas au budget, mais des questions relatives à diverses adaptations seront probablement nécessaires. Il demande donc que le temps nécessaire soit laissé aux membres du Conseil général pour faire leurs remarques.

Les chapitres soulevant des questions sont les suivants :

#### Chapitre 1 / Administration générale

##### Compte 115.301.01 / Salaire des employées communales : Fr. 49'500.00

Monsieur Yann Chappatte souhaite connaître les raisons de l'augmentation de ce poste.

Monsieur Claude Gagnebin explique que, d'une part, il s'agit de l'indexation des salaires par rapport à l'échelle des traitements usuels et, d'autre part, ces salaires ont été adaptés par rapport à ceux des différentes administrations communales des Franches-Montagnes. La classe prise en compte est conforme aux statuts du personnel communal.

#### Chapitre 2 / Travaux publics

##### Compte 200.390.00 / Imputations internes (salaires) : Fr. 36'300.00

Monsieur Henri Boillat ne conteste pas ce chiffre, mais désire savoir de quoi il s'agit.

Monsieur Claude Gagnebin rappelle que, au mois d'octobre, le Conseil général a accepté l'augmentation du poste d'employé communal à 100%. Il s'agit là du transfert de charges du poste 1400 sur les travaux publics, étant donné que cet employé est engagé à 50% pour la STEP. Ce montant correspond au salaire et aux charges sociales.

Compte 200.310.00 / Achat machines : Fr. 5'000.00

Monsieur Yann Chappatte aimerait plus de précision concernant ce montant.

Monsieur Jean-Marc Boichat signale qu'il s'agit de l'achat éventuel d'une tondeuse à gazon.

Compte 200.314.01 / Entretien du réseau par entrepreneurs : Fr. 50'000.00

Monsieur Henri Boillat souligne qu'au budget 2003, on avait Fr. 15'000.00, au budget 2002, Fr. 17'000.00. Monsieur Boillat aimerait savoir si, dans ces Fr. 50'000.00, on a prévu la réfection de la route allant du passage à niveau au Bas du Village. En effet, ce chemin est dans un état lamentable et est dangereux pour les cyclistes l'empruntant. En cas d'accident, les personnes pourraient se retourner contre la Commune.

Monsieur Jean-Marc Boichat précise que ces travaux ne sont pas prévus dans les Fr. 50'000.00 ci-dessus. Toutefois, Monsieur Boichat attend des devis concernant la réfection de cette route, ainsi que d'une partie du réseau d'eau du Bas du Village. La somme de Fr. 50'000.00 concerne les travaux de réfection de la route allant de chez Monsieur Adrien Brahier à chez Madame Thérèse Godat et de la rue allant de chez Monsieur Jacques Willemin au bâtiment de la Banque Raiffeisen.

Chapitre 3 / Affaires juridiques, police, militaires
--

Compte 330.365.00 / Participation aux tirs obligatoires : Fr. 3'000.00

Monsieur Marcel Barthoulot souhaite savoir si la Commune a l'obligation de participer au financement des tirs obligatoires.

Monsieur le Maire, Gabriel Bilat, confirme que la Commune a toujours dû participer au financement des tirs obligatoires. Actuellement, c'est la fédération franc-montagnarde qui encaisse ces taxes et les redistribue aux sociétés locales. Il est prévu de créer deux postes de tir aux Franches-Montagnes, au lieu des stands actuels qui ne correspondent plus aux normes.

Chapitre 5 / Instruction, formation et culture
--

Compte 5100.318.01 / Transport des élèves : Fr. 50'000.00

Monsieur Henri Boillat ne comprend pas pourquoi nous avons Fr. 50'000.00 à ce poste, alors que nous avons Fr. 133'000.00 au budget 2003 et Fr. 108'000.00 en 2002. De plus, nous avons, au poste 5100.461.01, subventions cantonales pour le transport des élèves, une somme de Fr. 90'000.00. Monsieur Boillat aimerait savoir comment on peut dépenser Fr. 50'000.00 et toucher Fr. 90'000.00 de subventions.

Monsieur Claude Gagnebin explique que le compte 5100.318.01 concerne les contrats de transports faits à titre privé. Il faut donc ajouter à ces Fr. 50'000.00, Fr. 21'500.00 du compte 5100.301.00 pour le salaire de Madame Beuret et Fr. 10'000.00 du compte 5100.315.01 pour l'entretien du bus scolaire. De plus, il faut tenir compte de Fr. 2'500.00 et Fr. 850.00 aux postes 5100.390.00 et 5100.390.01, imputations internes (dépréciations, intérêts). On arrive donc à un total d'environ Fr. 85'000.00. Concernant les subventions de Fr. 90'000.00, ce montant comprend un supplément de subventions 2002 qui nous sera versé en 2003 pour Fr. 12'000.00.

Compte 590.351.01 / Participation aux traitements du corps enseignant : Fr. 745'500.00

D'après les commentaires reçus, ce poste connaît 2% d'augmentation. Monsieur Henri Boillat souligne que, s'il s'agit des augmentations prévues, ce chiffre est erroné. Par contre, si ces 2% comprennent les annuités, ce chiffre est correct.

Monsieur Claude Gagnebin précise que les chiffres de ce poste sont fournis par le Canton et que nous ne pouvons pas les modifier. Lors de l'établissement du budget, les chiffres cantonaux n'existaient pas encore. Ces 2% ont donc été introduits sur la base de téléphones

et informations entre collègues. Toutefois, Monsieur Gagnebin confirme que ces 2% comprennent les annuités auxquelles certains enseignants ont droit. Ce taux est également basé sur la capacité contributive des Communes, sur le nombre d'élèves et sur les frais généraux des écoles.

#### Chapitre 6 / Aide sociale et santé publique

##### Compte 661.480.00 / Prélèvement au fonds de chômage : Fr. 31'800.00

Monsieur Henri Boillat souligne qu'au budget 2003, nous avons déjà prélevé Fr. 18'200.00 et en 2002, Fr. 10'900.00. Si chaque année, nous utilisons ce fonds de chômage, nous n'aurons bientôt plus d'argent dans ce compte.

Monsieur Claude Gagnebin précise que, selon la nouvelle loi sur le chômage, le fonds de chômage aurait déjà pu être liquidé depuis quelques années. La différence entre le montant payé au Canton de Fr. 14'500.00 et les Fr. 31'800.00 prélevés dans ce fonds provient d'une contribution payée également au Canton, qui est comptabilisée sous la rubrique 650.361. Cette manière de faire avait été décidée, il y a plusieurs années, jusqu'à épuisement du fonds de chômage.

##### Compte 660.361.01 / Participation communale à l'AVS : Fr. 125'000.00

Monsieur Henri Boillat souhaite connaître les raisons de l'augmentation de ce poste de Fr. 96'000.00 à Fr. 125'000.00.

Monsieur Claude Gagnebin précise que ces chiffres sont fournis par le Canton. Notre participation est plus élevée pour cette année, car les montants avaient été sous-estimés. Monsieur Gagnebin a donc réadapté ce poste en fonction des chiffres de cette année.

#### Chapitre 8 / Finances

##### Compte 820.330.00 / Amortissement patrimoine administratif : Fr. 163'500.00

Sachant que, très probablement, la diminution d'impôts au niveau cantonal sera effective, Monsieur Paul-Justin Boillat souhaite savoir si l'on va diminuer l'amortissement ou si une autre solution est prévue.

Monsieur Claude Gagnebin souligne que l'amortissement de Fr. 163'500.00 est obligatoire, à raison d'environ 2% des différents emprunts approuvés par le Service des Communes. Si nous avons une diminution d'impôts considérable l'année prochaine, on devrait prélever sur la fortune nette de la Commune en compensation de la perte réalisée.

##### Compte 830.362.00 / Centre de loisirs des Franches-Montagnes : Fr. 30'000.00

Monsieur Denis Mertenat aimerait connaître les raisons de l'augmentation de ce poste de Fr. 23'000.00 à Fr. 30'000.00.

Monsieur le Maire rappelle que, il y a deux ans, le plafond de Fr. 15'000.00, fixé lors de notre adhésion, avait été supprimé par solidarité envers les autres Communes. Actuellement, le Centre de loisirs effectue des réserves conformes aux normes comptables, ce qui provoque une augmentation de ce poste.

#### Chapitre 9 / Impositions

Monsieur Paul-Justin Boillat souhaite connaître la situation à ce jour concernant l'impôt sur le revenu. En effet, Monsieur Boillat avait déjà soulevé le problème de la diminution fiscale qui engendrera une perte d'environ Fr. 100'000.00. On avait alors répondu à Monsieur Boillat que les chiffres du budget étaient meilleurs que prévu ; Monsieur Boillat désire savoir si les Fr. 2'175'000.00 représentent bien ce qui est espéré être couvert et comment interpréter ce chiffre.

Monsieur Gagnebin souligne qu'il a reçu dernièrement le décompte définitif de la tranche d'impôt. Par rapport au chiffre du budget 2003 de Fr. 1'890'000.00, nous avons

Fr. 2'034'000.00 de recettes fiscales pour les personnes physiques. En ce qui concerne l'année 2004, si nous reprenions ces chiffres, on arriverait actuellement à Fr. 2'160'000.00, en tenant compte de la progression du revenu de 1% et des nouveaux contribuables. De plus, certains nouveaux contribuables n'ont pas encore reçu de taxation définitive, ce qui nous permet également d'espérer de nouvelles rentrées. Monsieur Gagnebin précise qu'il n'a pas tenu compte de la nouvelle révision fiscale pour l'instant.

Monsieur Paul-Justin Boillat remercie Monsieur Gagnebin pour ces explications, mais estime qu'il n'est pas très prudent d'avancer un tel chiffre tout en sachant qu'il est quasiment certain que cette diminution fiscale aura lieu. Monsieur Boillat souhaite surtout que, à la fin de l'année, nous ne disions pas que nous ne pouvons pas faire bénéficier nos contribuables de cette diminution fiscale, car nous sommes déjà à 2.7 et que, par rapport aux autres Communes, ce coefficient est déjà suffisamment élevé. Monsieur Boillat propose donc que l'on diminue le montant de l'impôt sur le revenu de Fr. 100'000.00.

#### Compte 910.402.01 / Taxes cadastrales

Monsieur Henri Boillat souligne que ce poste est à zéro, car le montant y relatif figure au poste 230.434.00, avances cadastrales. Monsieur Boillat propose donc de supprimer le compte 910.402.01.

Monsieur Claude Gagnebin précise que, en effet, plusieurs comptes figurant au budget sont inutiles et que, chaque année, il en supprime. Monsieur Gagnebin annulera donc le compte précité l'année prochaine.

Monsieur Yann Chappatte souhaite émettre une remarque concernant la proposition de Monsieur Paul-Justin Boillat relative à l'impôt sur le revenu. Monsieur Chappatte propose de maintenir le chiffre figurant au budget pour différentes raisons. Tout d'abord, il existe un poste 915.330.00, pertes d'impôts, avec une provision disponible de Fr. 15'000.00. De plus, pour le poste 20.403.00, gains de fortune, nous avons manifestement été très pessimistes, car nous savons que nous allons au devant d'années où ce poste augmentera. Enfin, on peut admettre raisonnablement que le revenu moyen par contribuable va également augmenter sensiblement.

Monsieur Philippe Joliat désire que Monsieur Paul-Justin Boillat fournisse davantage d'informations concernant les raisons de la proposition qu'il a faite.

Monsieur Paul-Justin Boillat explique que, au niveau cantonal, il y a eu différentes mesures votées dans le cadre de « Jura, pays ouvert ». Une de ces mesures stipule que l'on doit diminuer l'impôt sur le revenu de 5% à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2004. Suite à des oppositions, toute une procédure a eu lieu et a retardé le projet. Le Parlement n'a donc pas pu avaliser définitivement ces mesures avant la fin de l'année 2003. En principe, cela se fera au Parlement de janvier ou février prochain. De plus, il y a une initiative pour la diminution de la pression fiscale, dont les délais échoient à fin février. D'après les discussions qui ont cours actuellement, il apparaît que cette diminution fiscale de 5% entrera en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2004, même si la décision est prise en février. Notre budget ne tenant pas compte de cette situation, Monsieur Boillat propose donc de diminuer le montant de ce poste de Fr. 100'000.00.

Monsieur Henri Boillat rappelle que nous avons un bénéfice de Fr. 9'000.00 au poste 911 du budget. Au budget de l'année passée, nous avions un déficit de Fr. 11'000.00. L'année d'avant, au compte, nous avions un bénéfice de Fr. 144'000.00. Monsieur Boillat estime donc que, au poste 911, nous avons été très prudents. Nous pourrions donc baisser les Fr. 2'175'000.00 de Fr. 100'000.00, mais en les mettant au poste 911, où nous avons été vraiment très prudents.

Au vote, la proposition de Monsieur Paul-Justin Boillat est rejetée par 9 voix, contre 4.



Monsieur Yann Chappatte souhaite connaître les raisons de l'augmentation de ce chiffre par rapport à celui figurant au budget qui avait été remis à la commission financière.

Monsieur Claude Gagnebin précise qu'il s'agit de la réparation du réseau d'eau, suite aux travaux de réfection de la route du Jourez. Lors de l'établissement du premier budget, ce montant n'avait pas été pris en compte.

Monsieur le Président, Francis Sauser, clôt la discussion.

Au vote, le budget 2004 est accepté à l'unanimité.

Madame Isabelle Caroli donne connaissance du budget des investissements 2004.

Monsieur Henri Boillat souhaite savoir si les Fr. 500'000.00 de subventions fédérales et cantonales pour l'alimentation en eau du secteur des Prés-Derrière sont acquises ou s'il s'agit de prévisions.

Monsieur Daniel Kurz précise qu'il s'agit bien d'une certitude. Actuellement, seule une signature de l'A.I.J. manque au dossier, afin que l'on puisse le clore.

Monsieur le Président, Francis Sauser, clôt la discussion.

#### 6. Traitement de la motion « Modalités de convocation du Conseil général »

Pour le développement de la motion, Monsieur le Président, Francis Sauser, donne la parole à son auteur, Monsieur Paul-Justin Boillat.

Les trois premières années de fonctionnement de notre Conseil général ont montré quelques défauts qui l'empêchent d'être plus performant que les assemblées communales, comme le souhaitaient ses initiateurs. Le délai beaucoup trop court pour la mise sur pieds du Conseil général est l'un des facteurs les plus déterminants du problème. D'abord, il s'agit de se libérer pour la date retenue. Les Conseillers généraux étant des personnes plutôt engagées avec de multiples obligations en soirées, devoir bouleverser leur agenda dans un espace de dix jours peut signifier l'impossibilité d'assister aux débats ou des perturbations dans d'autres activités sociales ou familiales. De plus, cela implique également que beaucoup de Conseillers n'étudient pas suffisamment les dossiers, faute de temps, et qui bâtissent ainsi leur opinion non pas sur des connaissances, mais sur l'inspiration du moment. En dix jours, il n'est guère possible de rassembler les informations utiles et de réfléchir suffisamment, avant d'engager la Communauté pour de longues années. La situation actuelle ne permet pas de dire que chacun est en mesure de remplir soigneusement les devoirs de sa charge, comme l'exigent l'article 33 de la loi sur les Communes et l'article 5 du règlement communal. Cette situation recèle encore un autre aspect négatif et non des moindres. Les citoyens sont désormais privés de leur droit d'intervenir directement. Il appartient donc aux Conseillers généraux d'organiser le débat public, au travers de leurs partis respectifs. A cet effet, des assemblées de partis sont mises sur pieds, auxquelles peu de non élus prennent part, tout comme aux débats du Conseil général. Il existe certainement plusieurs causes concernant ce désintérêt total pour les affaires communales. Toutefois, il est certain que les citoyens ne sont pas enclins à changer leur programme du soir pour participer à une réunion qui se tient le soir même ou le lendemain de la convocation. La conséquence de cette situation se fera sentir dès cet automne. Il est à redouter qu'il ne soit plus possible de trouver suffisamment de bonnes volontés pour occuper tous les postes à repourvoir. Monsieur Paul-Justin Boillat ne reproche pas aux initiateurs du Conseil général leur manque de prévoyance quant au délai de convocation, mais il est de notre responsabilité de corriger ce que l'expérience a montré

comme nécessaire. C'est pourquoi, Monsieur Paul-Justin Boillat propose de porter le délai de convocation de dix à vingt jours et de mandater le Conseil communal pour étudier un nouveau libellé de l'article 20 de notre règlement qui traite de la question des délais.

Monsieur le Président, Francis Sauser, donne la parole au Conseil communal.

Monsieur le Maire, Gabriel Bilat, signale que le Conseil communal n'a pas pu préavisier favorablement la motion de Monsieur Boillat. En effet, si un délai supplémentaire devait être adopté, cela signifierait que des dossiers urgents que nous transmettons au Conseil général devraient être prêts vingt jours avant. Cela serait difficile, car les informations parviennent au Conseil communal souvent en dernière minute. Un délai supplémentaire pénaliserait ces dossiers et on reprocherait au Conseil communal que les dossiers remis au Conseillers généraux sont incomplets ou mal ficelés. Monsieur le Maire rappelle que les Conseillers communaux ne fonctionnent pas à plein temps et qu'ils font au mieux. Par contre, Monsieur Gabriel Bilat comprend très bien les membres des partis qui ont de la peine à prendre les décisions nécessaires dans un délai de dix jours. A ce propos, les quatre dates fixées aujourd'hui pour les Conseils généraux de l'année 2004 faciliteront les assemblées des partis, qui pourront mieux s'organiser.

Monsieur le Président, Francis Sauser, ouvre la discussion.

Au nom du groupe PDC, Monsieur Henri Boillat signale que les membres du parti PDC sont en accord avec les propos de Monsieur Paul-Justin Boillat. En effet, les Conseillers reçoivent leur convocation et, dans un délai de dix jours, ils doivent convoquer les assemblées de partis et trouver un endroit où se réunir. Ce délai est donc trop court.

Au nom du groupe LL, Monsieur Pierre Stauffer reconnaît que ce délai est trop rapide et qu'il est difficile d'étudier les dossiers suffisamment. En fixant des dates à l'avance, Monsieur Stauffer pense qu'il n'est pas certain que les dossiers parviennent plus rapidement aux Conseillers généraux. Même en ayant les dates, si les Conseillers n'ont pas les dossiers pour les étudier, le problème reste identique. Monsieur Stauffer soutient donc la motion de Monsieur Paul-Justin Boillat.

Monsieur Paul-Justin Boillat rappelle que, concernant les dossiers urgents, une disposition existe dans notre règlement et dans la loi sur les Communes, qui permet de convoquer le Conseil général dans un délai plus bref. Monsieur Boillat ne souhaite pas que ce cas d'urgence soit supprimé. Concernant la remarque de Monsieur Stauffer, Monsieur Paul-Justin Boillat la trouve tout à fait judicieuse. En effet, le bureau du Conseil général a voulu essayer d'arranger les choses en fixant quatre dates pour 2004. Pour le Conseil communal, cela est beaucoup plus contraignant que d'avoir à respecter vingt jours, car il faudra être prêt pour ces dates-là et les dossiers ne seront pas forcément clos pour ces jours-là. Tandis qu'avec un délai de vingt jours, cela ne représente que dix jours de plus qu'actuellement et laisse la flexibilité nécessaire à l'établissement de certains dossiers.

Monsieur Henri Boillat précise que le délai pour les cas d'urgence est de 24 heures.

Monsieur le Président, Francis Sauser, clôt la discussion.

Au vote, la motion de Monsieur Paul-Justin Boillat est acceptée par 13 voix contre 5.

## 7. Nomination des membres de la commission du cimetière

Monsieur le Président, Francis Sauser, ouvre la discussion.

Au nom du Conseil communal, Madame Sabine Cattin rappelle que le règlement concernant le cimetière a été adopté l'année passée. Il appartient au Conseil général de nommer trois membres pour la Commission du cimetière. Le Conseil communal propose la nomination de Mesdames Marianne Guillaume, Anne-Marie Paratte et Sabine Cattin. Le choix de ces personnes est dû aux raisons suivantes : tout d'abord, le ou la Conseiller(ère) responsable du dicastère du cimetière doit faire partie de cette Commission. Ensuite, le

Conseil communal a souhaité qu'une des personnes ayant concocté le règlement du cimetière soit également membre de la Commission ; Madame Guillaume a accepté. Enfin, nous nous sommes adressés à la Paroisse, afin qu'elle nous propose un représentant ; Madame Anne-Marie Paratte a répondu favorablement.

Monsieur le Président, Francis Sauser, clôt la discussion.

Au vote, Mesdames Marianne Guillaume, Anne-Marie Paratte et Sabine Cattin sont nommées membres de la Commission du cimetière à l'unanimité.

8. Nomination de 2 membres à la commission de l'école primaire, en remplacement de Mmes Daniela Sauser (PLR) et Florence Schill Chappatte (LL), démissionnaires

Monsieur le Président, Francis Sauser, ouvre la discussion.

Monsieur Jean-François Humair, au nom du Parti libéral radical, propose la candidature de Madame Sophie Gillet Merialdo.

Monsieur Pierre Stauffer, au nom de la Liste libre, propose la candidature de Madame Dominique Cattin-Nissille.

Au vote, Mesdames Sophie Gillet Merialdo et Dominique Cattin-Nissille sont nommées membres de la Commission de l'école primaire à l'unanimité.

9. a) Election du président du Conseil général  
b) Election du premier vice-président du Conseil général  
c) Election du second vice-président du Conseil général  
d) Election de deux scrutateurs

a) Au nom de la Liste libre, Monsieur Pierre Stauffer a le grand privilège de proposer la candidature de Monsieur Jean-Maurice Jobin à la présidence du Conseil général pour l'année 2004. Monsieur Jobin est né en 1963, est marié et père de deux enfants. Monsieur Stauffer croit pouvoir dire que Monsieur Jobin représente encore la jeunesse, mais aussi le savoir, la connaissance et déjà la sagesse. Il saura être le médiateur entre les jeunes et les moins jeunes, entre la sensibilité des femmes et celles des hommes, entre l'indépendant et le salarié et entre les divers secteurs économiques. Il est aussi engagé dans la vie sociale et culturelle de notre Commune. Monsieur Jobin fut président de la fédération de gymnastique, section Les Bois, et est, actuellement, président de l'union des sociétés locales. Professionnellement, avec son frère François, il est une référence, ayant obtenu la maîtrise fédérale. Il enseigne également quelques fois. Monsieur Jean-Maurice Jobin est également notre fontainier communal. Au Conseil général, il fut premier scrutateur en 2001, second vice-président en 2002 et premier vice-président cette année. Il saura être le Président du Conseil général 2004 ; Monsieur Stauffer demande aux Conseillers généraux de bien vouloir le confirmer et les en remercie.

Au vote, Monsieur Jean-Maurice Jobin est élu Président du Conseil général par 18 voix, sans opposition.

b) Au nom du PCSI, Madame Laurence Babey propose la candidature de Madame Rose-Marie Jobin au poste de vice-présidente du Conseil général.

Au vote, Madame Rose-Marie Jobin est élue vice-présidente du Conseil général par 18 voix, sans opposition.

c) Au nom du groupe PDC, Monsieur Marcel Barthoulot propose la candidature de Monsieur Christophe Cerf au poste de second vice-président du Conseil général.

Au vote, Monsieur Christophe Cerf est élu second vice-président du Conseil général par 18 voix, sans opposition.

d) Au nom de la Liste libre, Monsieur Pierre Stauffer propose la candidature de Monsieur Philippe Joliat au poste de scrutateur.

Au nom du Parti libéral radical, Monsieur Jean-François Humair propose la candidature de Monsieur Johnny Scheidegger au poste de scrutateur.

Au vote, Messieurs Philippe Joliat et Johnny Scheidegger sont nommés scrutateurs, par 17 voix, sans opposition.

Monsieur le Président, Francis Sauser, demande aux personnes présentes de bien vouloir se lever et observer une minute de silence en mémoire des personnes décédées dans les familles des Conseillers généraux et communaux, ainsi que des employés communaux.

Monsieur le Président, Francis Sauser, rappelle qu'il y a une année que le Conseil général l'a élu au poste de Président. Monsieur Sauser a accepté ce poste, tout en sachant que succéder à deux ténors de la politique communale qui sont Messieurs Gérard Cattin et Henri Boillat, serait une tâche difficile. Sans complexe, Monsieur Sauser s'est attelé au travail (lecture des règlements, étude des dossiers). Monsieur Francis Sauser pensait que l'attention portée durant les deux premières années, ainsi que les notes prises sauraient le sortir de toutes les situations. Malheureusement, sa tâche fut compliquée par plusieurs points qui n'avaient encore jamais figuré dans aucun ordre du jour. Il a donc fallu négocier les virages, ce qui a pu être fait grâce à l'aide de tous les membres du bureau. Monsieur Sauser profite de leur adresser ses remerciements pour leur précieuse collaboration tout au long de l'année. Monsieur Francis Sauser tient également à remercier les membres du Conseil communal, qui lui ont donné grande satisfaction, ainsi que les membres de l'administration communale qui l'ont bien épaulé durant cette année. Monsieur Sauser félicite le futur Président pour sa brillante élection et souhaite d'excellentes fêtes de fin d'année à tous.

Monsieur le Président donne la parole au vice-président.

Monsieur Jean-Maurice Jobin rappelle que, comme tout le monde le sait certainement, l'humour a toujours été un des moteurs de sa vie, à tel point qu'il a longtemps collaboré à l'élaboration d'un petit journal qu'il ne citera pas, afin de ne pas faire ombrage aux représentants de la presse présents ce soir ! Un grand humoriste affirmait qu'il fallait être sérieux pour faire rire ; Monsieur Jobin ne peut que confirmer ces dires. Du sérieux, il lui en faudra pour mener à bien les débats de l'an prochain au travers des méandres des règlements qui ne sont pas, il l'avoue, sa lecture de chevet. Ayant toujours placé le bon sens, la bonne foi, le respect de la parole donnée en dessus des réglementations, Monsieur Jobin a parfois peur de s'égarer dans l'interprétation des différents articles et autres alinéas. Si tel était le cas, il prie ses collègues de bien vouloir lui donner un vigoureux coup de pied sous la table et de ne pas hésiter à lui faire remarquer ses erreurs sur le vif. Il n'en prendra aucun ombrage. Ce qui le gênerait, par contre, c'est d'apprendre le lendemain, à la lecture de son journal préféré, qu'il a commis une bourde monumentale ! Monsieur Jean-Maurice Jobin souligne que, adjoint à la convocation de ce soir, les membres du Conseil général ont parcouru le rapport no 13 de l'autorité communale. Cela signifie que, sur une base moyenne de quatre à cinq réunions annuelles du Conseil général, Monsieur Jobin présidera vraisemblablement les séances du numéro 14 au numéro 18. 14-18 : tout un symbole qui lui permet d'émettre le vœu que les rendez-vous du Conseil général ne se transforment jamais en guerre des tranchées !... Pour terminer, Monsieur Jobin remercie vivement le Président, Monsieur Francis Sauser, pour le travail accompli avec sérieux et compétence et lui remet une petite attention. Enfin, Monsieur Jobin souhaite de bonnes fêtes de fin d'année à tous, ainsi qu'une excellente année 2004.

Monsieur le Maire, Gabriel Bilat, remercie ses collègues du Conseil communal et les administrateurs du travail accompli durant l'année. Monsieur Bilat adresse également ses remerciements au Président sortant, au nouveau Président, ainsi qu'aux membres du Conseil général. Il souhaite à toutes les personnes présentes, ainsi qu'aux membres de leurs familles, de joyeuses fêtes de fin d'année.

L'ordre du jour étant épuisé, le Président lève la séance à 21.40 heures.

Au nom du Conseil général

Les Bois

Le Président: La Secrétaire :